

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 10/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMPTOIR AGRICOLE**

35 route de Strasbourg  
67270 HOCHFELDEN

Références : 0006705397/CF/CE  
Code AIOT : 0006705397

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 des installations classées de stockage et de séchage de grains exploitées par la société COMPTOIR AGRICOLE au sein de la zone portuaire de Lauterbourg sises 5 rue Naphta 2 - 67630 LAUTERBOURG. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMPTOIR AGRICOLE
- Section 18-1 et 18-2 - 67630 LAUTERBOURG
- Code AIOT : 0006705397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative Comptoir Agricole gère une trentaine d'exploitations dans le Bas-Rhin, dont le comptoir agricole de Lauterbourg. Lors de la demande d'autorisation déposée en 2011 il était prévu que le site accueille les installations suivantes :

- un silo plat (40 000 m<sup>3</sup>) et un silo vertical (75 000 m<sup>3</sup>) relevant de la rubrique 2160 pour le stockage du grain ;
- deux séchoirs à grains au gaz naturel d'une puissance totale de 48 MW relevant de la rubrique 2910 ;
- un stockage d'engrais non classé.

Ces installations sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/11/2012.

Le silo plat et le stockage d'engrais n'ont pas été construits et le site est aujourd'hui exclusivement dédié au stockage de céréales. Il est équipé d'un seul séchoir.

**Principales références réglementaires :**

- Arrêté du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires... ;
- Arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté d'autorisation du 05/11/2012 délivré à la société Comptoir Agricole pour son site de Lauterbourg.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R.181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans suites	/
3	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4	Sans suites	/
5	Vérification des moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Travaux par points chauds	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 63	Sans suites	/
7	Dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 8.3.3	Sans suites	/

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant maîtrise ses installations, le site est propre et en bon état.

Il est toutefois attendu qu'il transmette à l'inspection un porter à connaissance présentant :

- une mise à jour de la situation administrative en lien avec les installations exploitées ;
- la justification du dimensionnement des moyens de défense incendie au regard des installations exploitées.

Il est également attendu que l'exploitant transmette les éléments permettant de justifier du bon fonctionnement des bouches incendie situées sur le domaine public.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative****Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.181-46 II**Thème(s) :** Situation administrative, Porter à connaissance**Prescription contrôlée :**

"(...) Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation (...). "

**Constats :**

Lors de la demande d'autorisation déposée en 2011, le site devait accueillir les installations suivantes :

- un silo plat (40 000 m<sup>3</sup>) et un silo vertical (75 000 m<sup>3</sup>) relevant de la rubrique 2160 ;
- deux séchoirs à grains au gaz naturel d'une puissance totale de 48 MW relevant de la rubrique 2910 ;
- un stockage d'engrais non classé.

Ces installations sont listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/11/2012 délivré au comptoir agricole :

"Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
2160-a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales...	Silo vertical Silo plat	115 000 m <sup>3</sup>
2910-A-1	A	Combustion....	2 séchoirs	48 MW

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration"

Le silo plat et le stockage d'engrais n'ont pas été construits et le site est aujourd'hui exclusivement dédié au stockage de céréales et est équipé d'un seul séchoir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, sous trois mois, à l'inspection des installations classées un porter à connaissance intégrant un bilan de la nomenclature actualisé, correspondant aux installations qu'il exploite.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent."
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un document définissant les zones à risques d'explosion/d'incendie sur le site complété par le plan correspondant.  Il dispose également d'un plan d'intervention synthétique permettant de visualiser les zones à risques sur le site (incendie, explosion, stockage de produits chimiques...) ainsi que les moyens de secours (moyens d'extinction, ressource en eau, vannes de sectionnement, coupure gaz...) pour faciliter l'intervention des pompiers. Ce plan a été mis à jour en avril 2025.  Lors de la visite, l'inspection vérifie par sondage que les zones ATEX indiquées sur le plan sont bien matérialisées dans les parties concernées. Elle constate que l'affichage est fait selon une nomenclature propre à l'exploitant dans le document définissant les zones à risques. Elles correspondent bien aux zones définies.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer (permis feu) sont indiquées à l'entrée de ces zones (un plan par étage du silo) et rappelées sur chaque équipement concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>d'une défense en eau générale de l'ensemble du site assurée par un débit global de 180 m<sup>3</sup>/h fournie par :<ul style="list-style-type: none"><li>deux poteaux incendie implantés sur le site, à moins de 200m du risque à défendre, pouvant être utilisé simultanément avec un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures ;</li><li>la darse en bordure du Rhin, pourvue d'une aire d'aspiration de dimensions minimales de 8m x 8m à proximité du point d'eau.</li></ul></li></ul>

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés, disposés dans les halls de stockage, aux postes de travail présentant un risque particulier d'incendie ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. (...)"

#### **Constats :**

L'exploitant communique les moyens de défense incendie dont il dispose, il s'agit de :

- deux poteaux incendie situés sur le domaine public à l'extérieur du site. Ces dispositifs ont été actionnés lors d'un exercice avec les pompiers en 2019 et ont fonctionné. Depuis l'exploitant n'a pas vérifié leur état de fonctionnement, il ne connaît pas non plus les débits nominaux ;
- un accès privé à la darse et un point d'ancrage pour un bateau pompier mais sans aire d'aspiration tel que le prévoit la prescription de l'arrêté d'autorisation ;
- des extincteurs de différents types selon le risque, répartis dans les zones à risques et dont la localisation est matérialisée sur chaque plan d'étage dans le silo ;
- un système de surveillance de la température des grains permettant de détecter les phénomènes d'auto-échauffements, chaque casier est équipé de 5 sondes de température ;
- un système de report de la température en temps réel dans la salle des commandes ;
- un système de détection incendie dans le local de la chaudière (non vu par l'inspection lors de la visite).

Le site n'est toutefois pas équipé du système d'extinction automatique prescrit, ni d'un dispositif global de détection d'incendie, il ne comporte aucun RIA et ne dispose pas non plus d'une réserve de sable.

Il s'agit d'une non-conformité.

L'exploitant précise que ces mesures spécifiques ont été introduites dans l'arrêté d'autorisation en lien avec le projet de stockage d'engrais qui n'a finalement pas été construit (cf compte rendu de la dernière visite en date du 10/07/2020).

S'il souhaite que ces mesures soient revues, il doit communiquer un rapport à connaissance justifiant du dimensionnement des moyens de défense incendie au regard des risques liés à ces installations dans leur configuration actuelle.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription**

**Proposition de délais : 3 mois**



#### N° 4 : Équipe d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> "(...) L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.(...). »
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un plan de formation global pour l'ensemble des personnels des établissements qu'il gère.  Les deux fonctionnels temps plein sur le site bénéficient d'un programme de formation adapté aux risques liés au silos.  L'exploitant présente les dernières attestations de formation en lien avec la prévention des risques associés au silo et notamment en lien avec les risques "incendie" et "explosion" suivies par les deux fonctionnels travaillant sur site.  Il présente les attestations suivantes : Pour le responsable de silo (présent lors de la visite) : <ul style="list-style-type: none"><li>• formation risque incendie explosion poussières suivie le 29/03/2022 ;</li><li>• formation équipe de première intervention, évacuation, risque poussière..., suivie le 10/04/2025 ;</li><li>• formation séchoir en 2016.</li></ul> Pour le second fonctionnel sur site : <ul style="list-style-type: none"><li>• formation risque incendie explosion poussières suivie le 05/03/2025 ;</li><li>• formation séchoir suivie le 16/04/2025.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Bien que le responsable de silo, présent lors de la visite, maîtrise les risques sur site et mène un suivi fin et régulier des paramètres, il conviendrait de prévoir un recyclage pour la formation séchoir à 10 ans, soit en 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Vérification des moyens de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an."
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les justificatifs (inscription au registre de sécurité et attestation de

conformité) de la dernière campagne de vérification des extincteurs en date du 12/09/2024. Il présente également le compte rendu de la dernière vérification du système d'ouverture automatique des événements de désenfumage réalisée le 05/09/2024.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon fonctionnement des deux poteaux incendie situés à l'extérieur du site, sur le domaine public.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents justificatifs du bon fonctionnement des deux poteaux incendie et des débits nominaux prescrits. Il doit également transmettre le dernier rapport de vérification du système de détection incendie du local chaufferie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Travaux par points chauds**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis feu

**Prescription contrôlée :**

"Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique."

**Constats :**

L'exploitant a mis en place une procédure visant à limiter au maximum la réalisation de travaux par points chauds dans le silo. Celui-ci a été conçu de sorte à ce que la majorité des équipements et machines soient démontables. En cas de maintenance, les pièces sont démontées et emmenées à l'atelier pour être réparées.

Il précise que depuis la construction du silo (en 2011) il n'a pas été nécessaire de réaliser de travaux par points chauds à l'intérieur.

Si la situation devait se produire l'exploitant dispose d'une procédure qui consiste à réaliser une analyse de risque avant travaux et un plan de prévention visant à prévenir les risques liés à ce type de travaux.

Le conducteur de silo, présent lors de la visite, est au fait de cette procédure et connaît bien les enjeux et les risques liés aux travaux par points chauds.

La procédure est affichée dans le poste de commande.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : Dépoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2012, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "(...) Le silo ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m <sup>2</sup> .  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle est précisée dans les consignes organisationnelles et fait l'objet d'un suivi consigné dans un registre. (...)."
<b>Constats :</b> Le silo a été conçu de sorte à limiter la dispersion des poussières.  Les parties techniques du silo, hors cases de stockage des grains, sont propres, comme en témoigne les marqueurs visuels (croix rouges peintes au sol) utilisés par l'exploitant pour évaluer le niveau d'empoussièrement. Dans les parties visitées, les croix sont bien visibles.  Seule la partie du silo contenant les casiers de stockage du grain présente un seuil d'empoussièrement plus important.  Une opération de dépoussiérage de la charpente située au-dessus des casiers de stockage de grains a été réalisée en janvier 2025 par des cordistes. L'exploitant présente la facture de l'intervention et l'inspection constate, lors de la visite, de l'effectivité de l'opération. Elle observe notamment sur le dessus des stocks de grains les plaques de poussières qui ont été enlevées.  De manière générale, le site est propre et présente un faible niveau d'empoussièrement.  Concernant la fréquence des nettoyages, en plus du nettoyage régulier opéré lors des tournées de contrôle par les fonctionnels du site, l'exploitant prévoit une opération de nettoyage des endroits difficiles d'accès (ciel du silo) tous les 5 ans via un prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

